

OPPORTUNITÉS ET DÉFIS DE L'INTERRELATION URBAIN & RURALE

Regards croisés sur 2 expériences en cours et achevées :
Madagascar certification massive des terres rurales
Ouganda quelques leçons & résultats du projet DESINLI





Mise en œuvre du projet de croissance agricole et de sécurité foncière

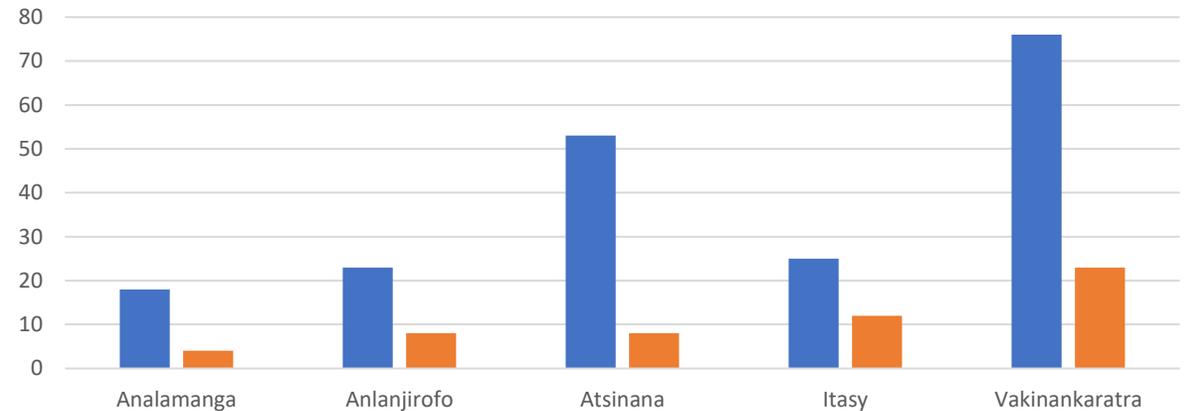
DE L'EXPÉRIMENTATION À
L'INDUSTRIALISATION

CONFIGURATION DU PROJET

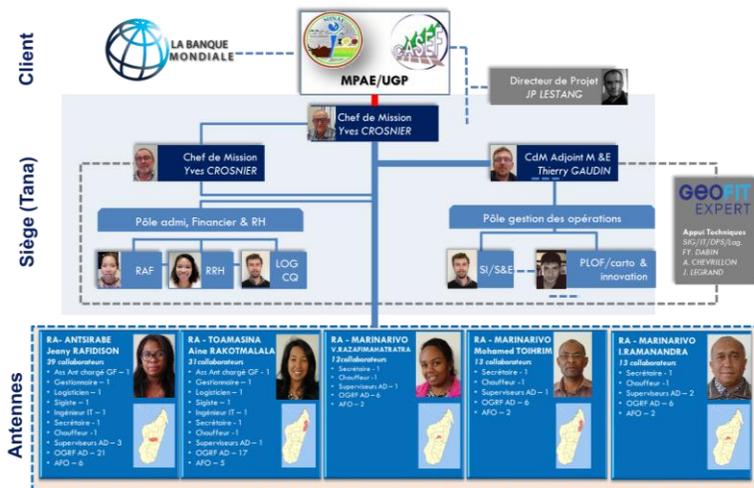
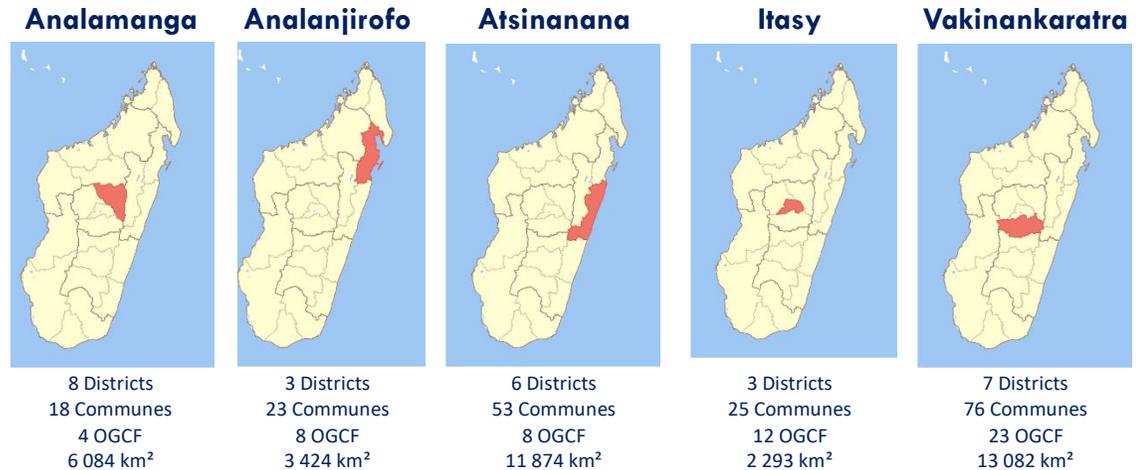
Etendue géographique et pilotage

- 195 Communes sur 5 régions avec 60 Communes se concentrant sur des opérations groupées de certification
- 1 siège social à Antananarivo et 5 antennes régionales
- Une équipe permanente de 140 à 200 personnes

Communes OGCF réparties dans les antennes



■ Communes ■ OGCF

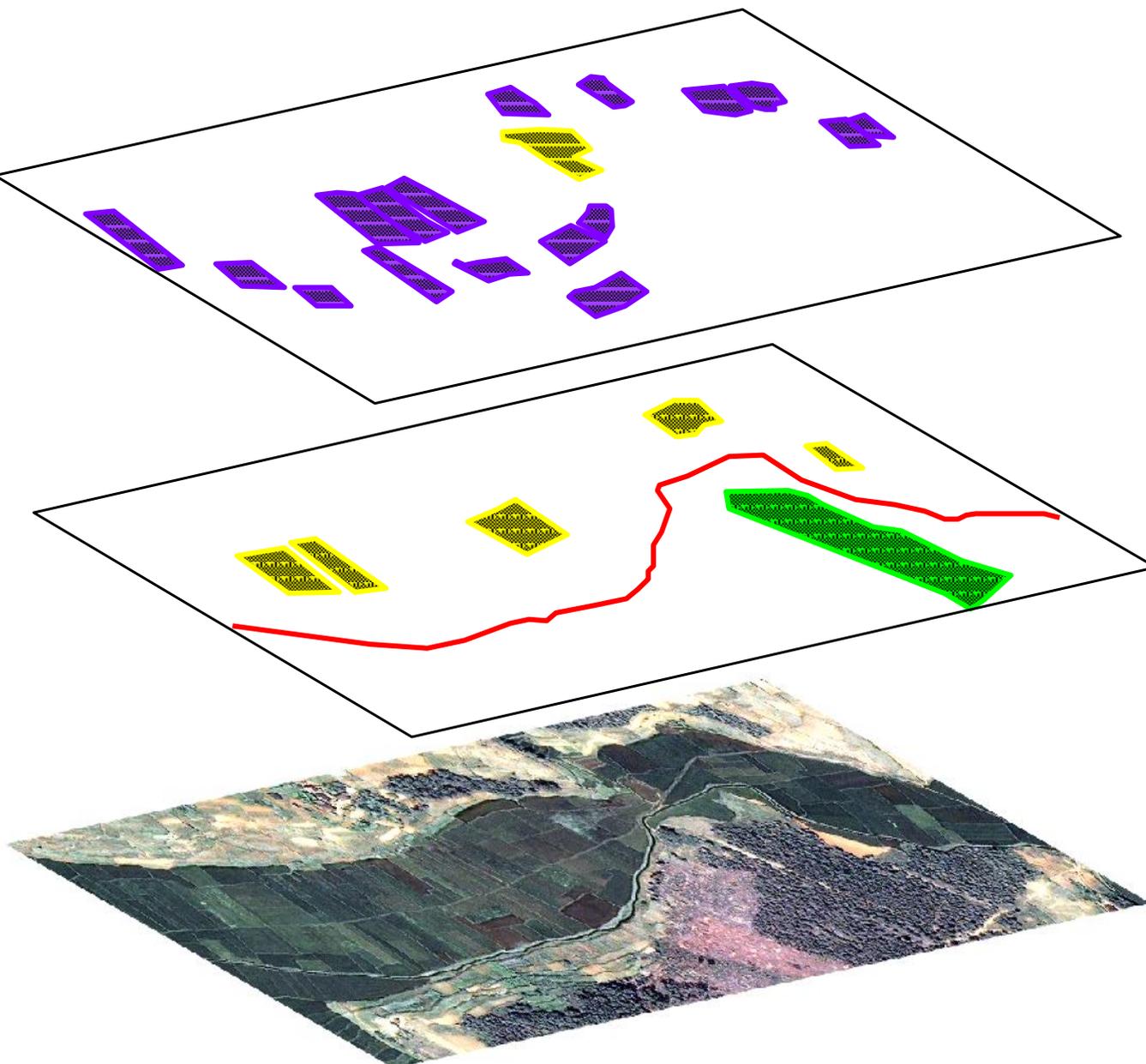


CASEF - STRATÉGIE TECHNIQUE

- Quasi gratuité du certificat foncier
- Opérations massives de certification
- Forte implication des autorités locales
- Recrutement de ressources humaines locales
- Participation indispensable des bureaux de l'administration foncière de l'État
- Mise en place de procédures et de contrôles pour assurer une haute qualité sociale et technique
- Prise en compte du genre



PROCÉDURES D'OPÉRATIONS TECHNIQUES DE CASEF

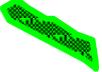


Niveau 2

- Mise à jour du PLOF
- Géré par les communes

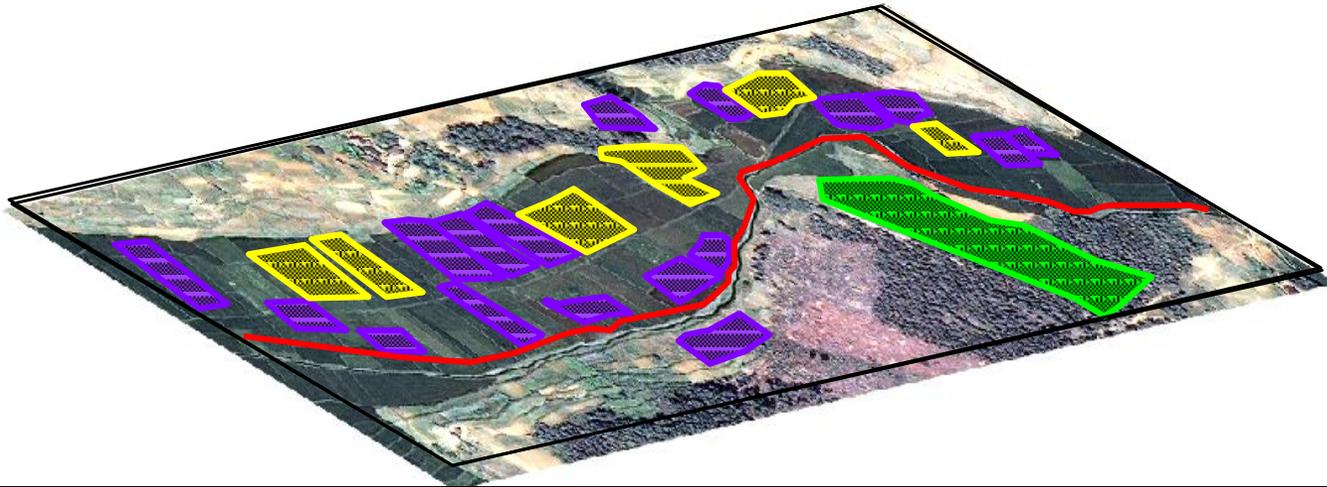
Niveau 1

- PLOF initial - mis à disposition par le GF (si existant) et par l'État (services déconcentrés)

-  Certificat foncier
-  Titre foncier
-  Domaine public
Route
-  Sanctuaire naturel



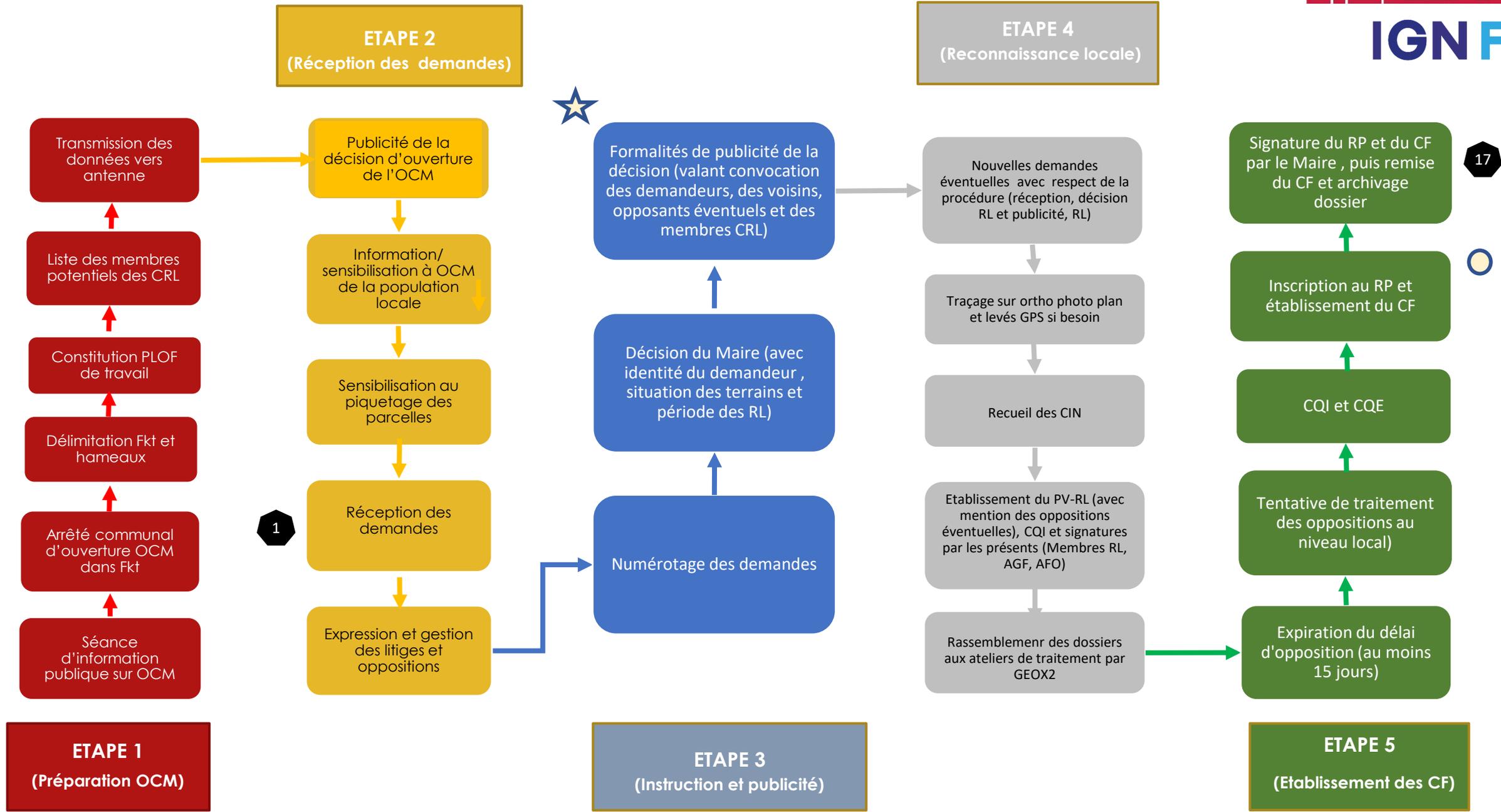
PROCÉDURES D'OPÉRATIONS TECHNIQUES DE CASEF



- Mise à jour du PLOF -
Grâce aux informations
foncières fournies par
les services fonciers et
les municipalités



PROCÉDURES D'OPÉRATIONS TECHNIQUES DE CASEF (OCM)



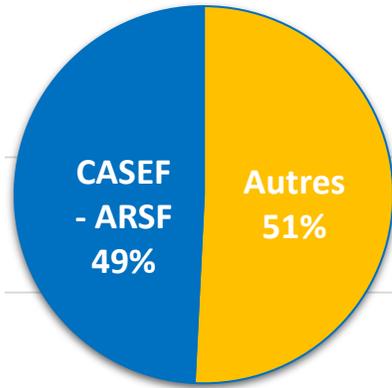


Résultats préliminaires du projet CASEF

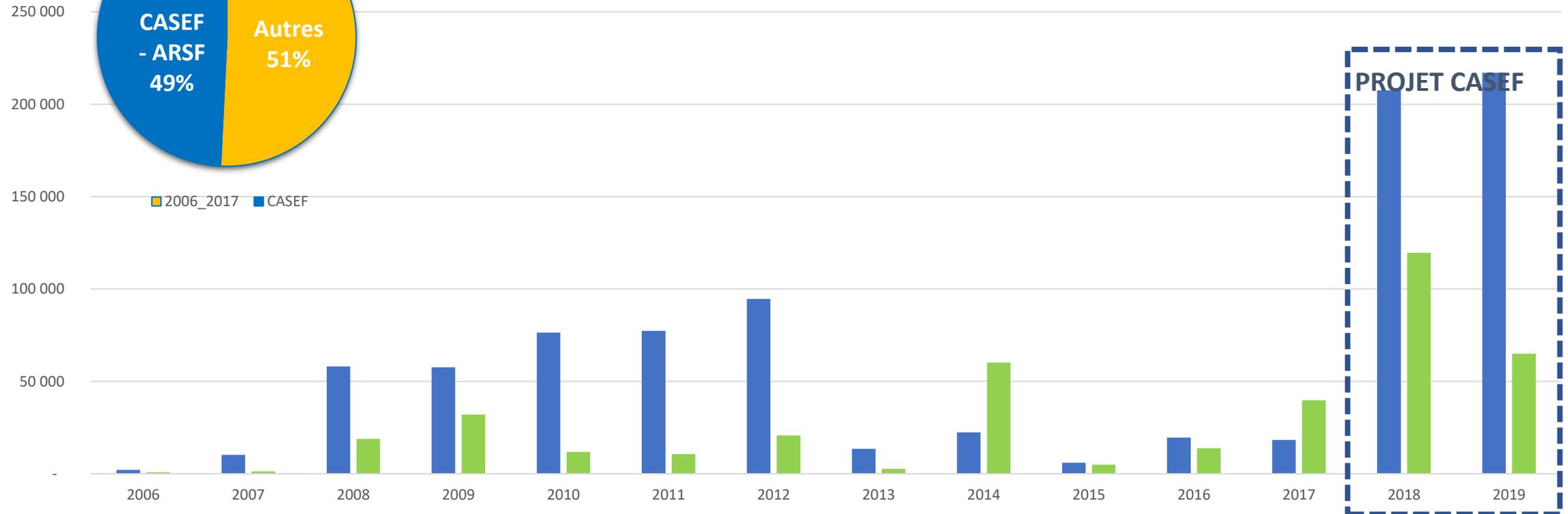
DE L'EXPÉRIMENTATION À
L'INDUSTRIALISATION

CASEF - RÉSULTATS PRÉLIMINAIRES

Demandes de terrain / année

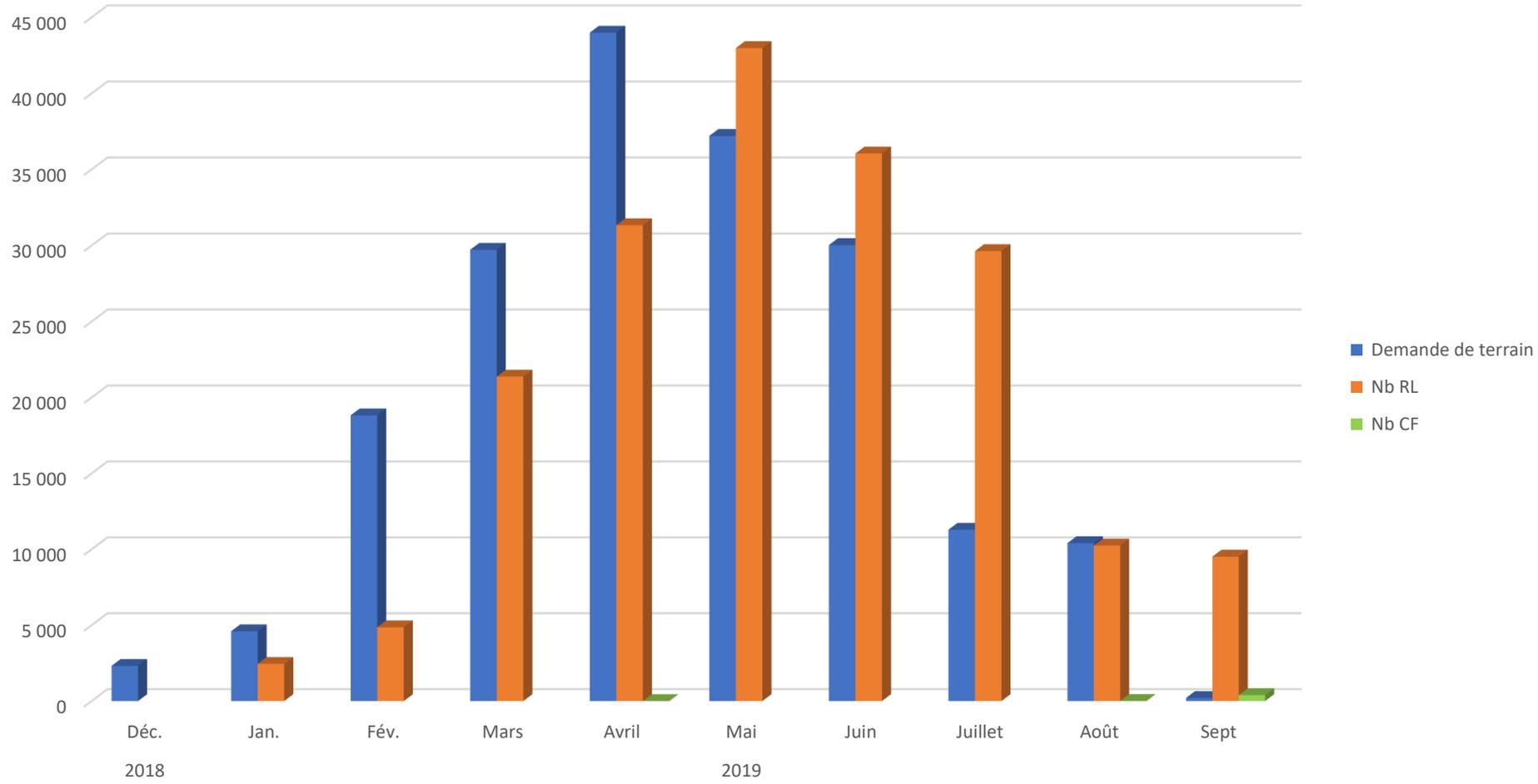


DEMANDE ET PRODUCTION DE CERTIFICATS FONCIERS



Année	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Demande de terrain / année	2 098	10 176	58 094	57 661	76 414	77 355	94 560	13 453	22 448	6 012	19 585	54 595	207 462	216 962
Livré LC / Année	811	1 249	18 891	32 085	11 898	10 650	20 739	2 749	60 221	4 877	13 861	39 791	119 554	65 083

CASEF - RÉSULTATS PRÉLIMINAIRES

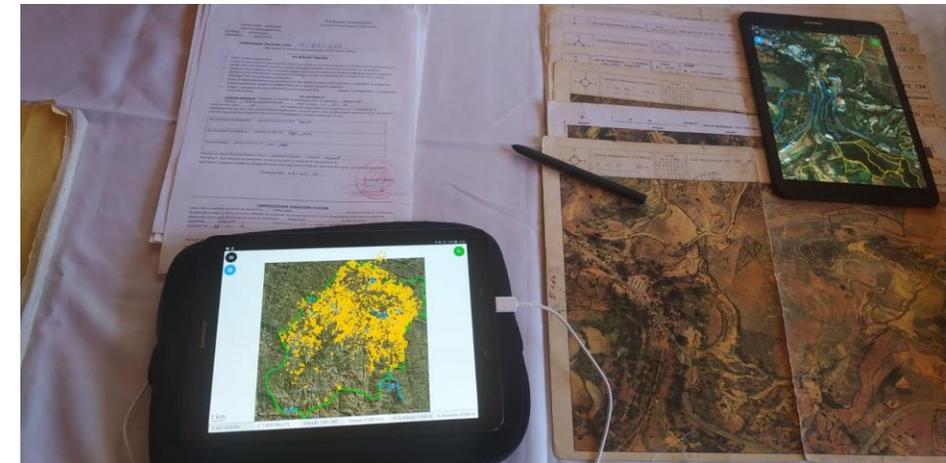




Conclusion et recommandations

CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS

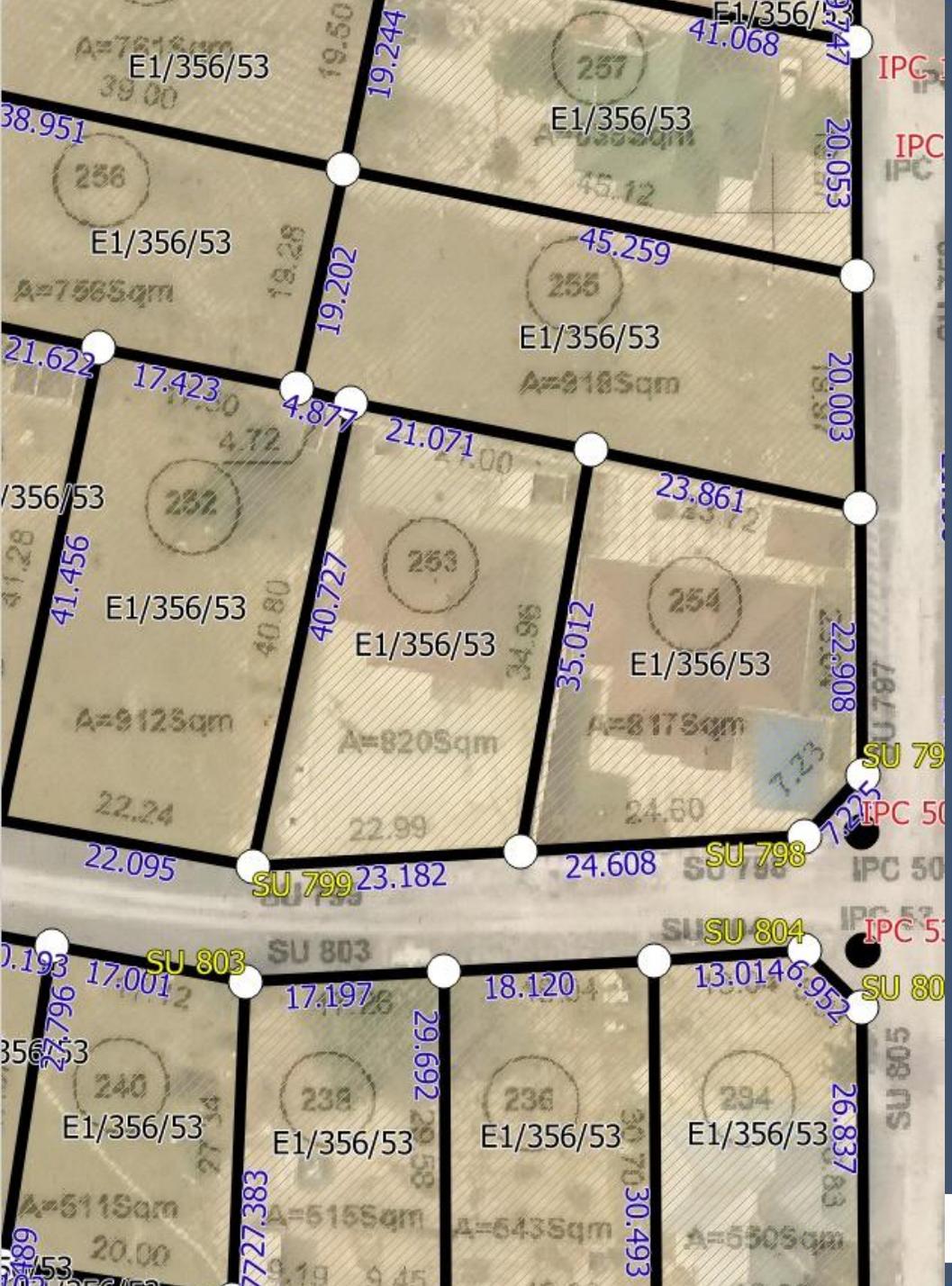
- Ne travailler qu'avec les communes qui sont désireuses et capables de mettre en œuvre de telles opérations
- Effectuer des opérations sans interruption
- Limiter la durée de l'opération, mais fournir un soutien et des conseils à long terme
- Renforcer les compétences locales et mettre en place un contrôle de qualité systématique
- Délivrer des certificats à un faible coût
- Savoir mieux Mesurer et communiquer les effets positifs directs et indirects de ces opérations



CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS

- Poursuivre la mise en œuvre de la réforme foncière partie intégrante de la reprise économique de Madagascar. En tant que telle, c'est une question essentielle que le gouvernement actuel doit aborder.
- Ne pas sous-estimer la forte dépendance à l'égard des financements internationaux
- La volonté politique de décentraliser la gestion des terres
- Résoudre la dépendance à l'égard des ordinateurs et de l'électricité en développant des outils qui bénéficient aux bureaux terrestres ne travaillant encore qu'avec des documents "papier"
- Mettre en place un cycle de formation initiale et continue pour le personnel des Guichets Fonciers
- Adapter la réforme actuelle à la certification des terres massives et groupées
- Appuyer les administrations régaliennes au partenariat foncier





Le Système d'Information Foncier National Ougandais DESINLI

Retours sur projet DESINLI



DESINLISI

- 2015 – 2020
- Financement Banque Mondiale
- Suite au projet pilote Desilisor

Chiffres Clés:

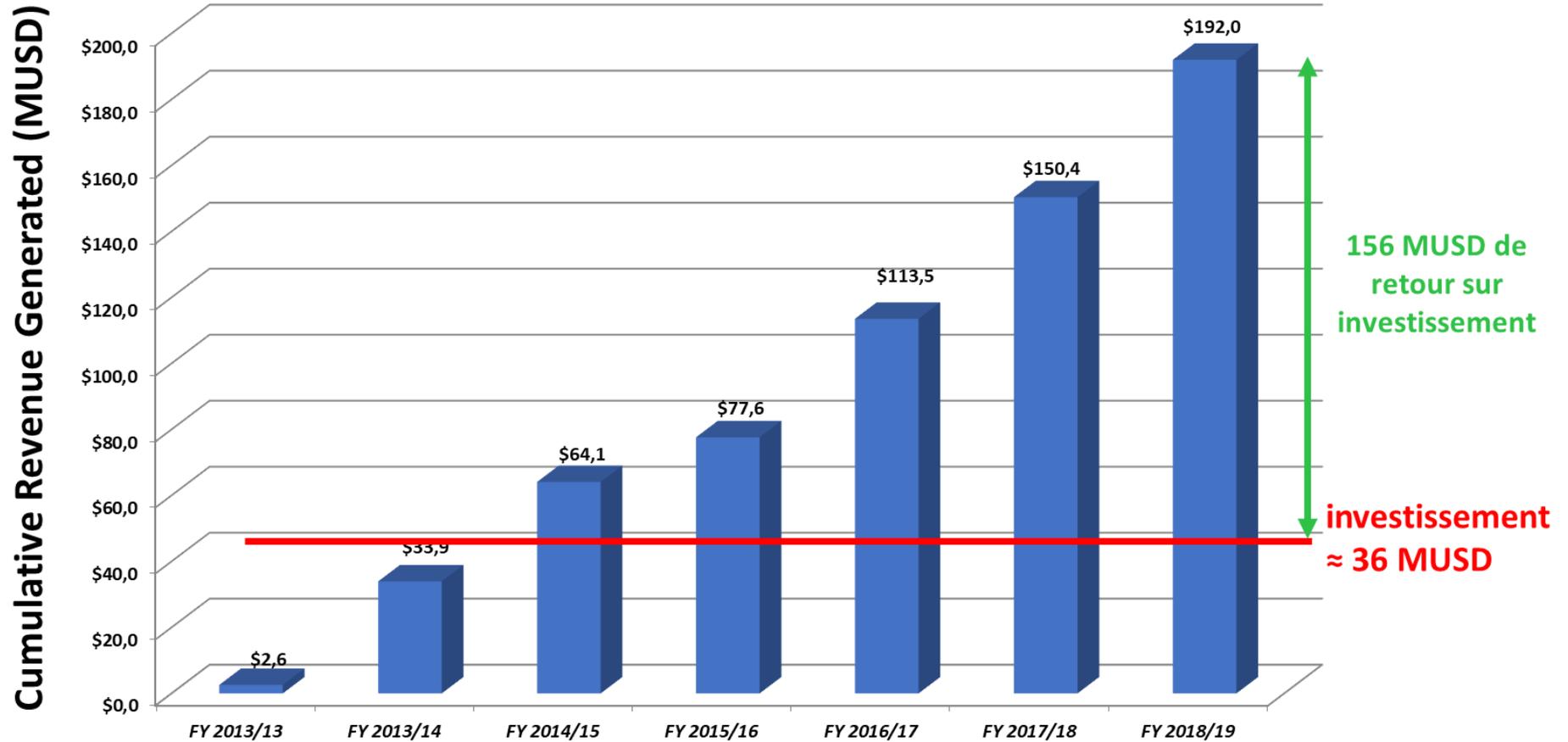
- **Conversion** de l'ensemble de la documentation foncière : 20 Millions de pages scannées et indexées / 75000 planches cadastrales restaurées, scannées, vectorisées / Plus de 500000 parcelles, 235000 titres
- Développement d'un **système complet** intégrant l'ensemble des transactions foncières (105 transactions revues et implémentées, 20 types de rapports ...).
- Le système **full web** est développé avec des composants open source, selon le modèle **LADM** et totalement piloté par des processus métier (Workflow driven)
- Application pour le ministère mais aussi développement d'un **portail** grand public et un portail pour les professionnels. Développement aussi d'une application mobile.
- Implémentation du système dans les **22 centres régionaux** du pays et au niveau national
- Plus de 700 personnes impliquées dans le projet (400 utilisateurs finaux formés), important programme de communication et d'accompagnement au changement

Revenus générés

Les chiffres indiqués sont les revenus directs générés par les transactions réalisées.

D'autres revenus générés, comme les impôts foncier ne sont pas comptabilisés ici.

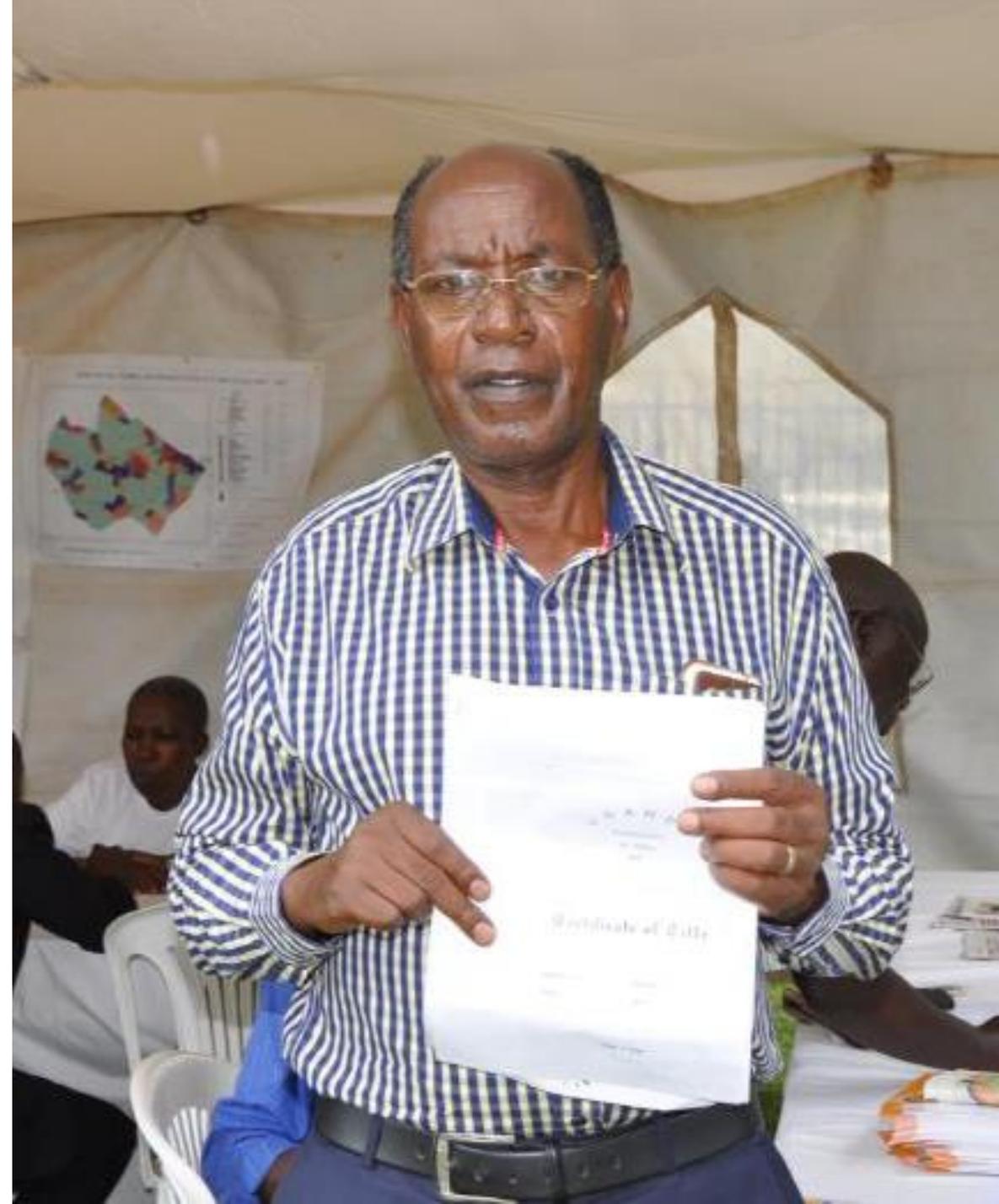
Investissement initial : 36 M\$US



Financial Year [Source: MLHUD LIS Data 2019]

Bénéfices du projet:

- **Augmentation** du nombre de transactions foncières,
- **Réduction du nombre de jours** pour les transferts de propriété de plus de **240 jours à 42 jours** / Recherche de titres **de 50 jours à 1 jour**
- **Décentralisation** des services cadastraux et d'enregistrement,
- **Sécurisation** des registres fonciers et des cartes,
- **Amélioration de la qualité des documents** et de leur gestion,
- **Récupération instantanée des informations** relatives à la terre,
- **Meilleure prestation de services,**
- **Interaction** avec d'autres administrations
- **Amélioration de l'intelligence décisionnelle**
- **Amélioration de la perception du grand public** de la prestation des services fonciers
- Mise en place de **renforcements durables** ou services . Maintenance, à terme, du système par le ministère
- Prévention, réduction ou élimination de transactions illégales, falsifications de documents, défis associés à l'absence de registres fonciers



Capitalisation



- Le programme d'e-Land Administration doit faire partie d'une démarche d'e-gouvernement avec:
 - Un **cadre juridique adapté** à la mise en place de procédures numériques, à l'élaboration de documents numériques.
 - Un **fort engagement politique**
 - Prévoir une **disponibilité / Réactivité** pour la réingénierie des procédures
 - **Interopérabilité** avec d'autres systèmes (Identité / Système bancaire / impôts..)
 - Importance de la **sécurité informatique**
- Données à convertir: la phase **d'inventaire** est importante, ainsi que les étapes de **restauration** des données. Il ne faut pas oublier la partie de la **conservation** des données une fois numérisées (salle d'archives, système pour retrouver les archives). Afin de faciliter les phases d'intégration il est préférable que l'indexation des données se fasse selon le **même modèle de données** que le système final.
- Besoin d'une **infrastructure géospatiale** de référence : Réseau de stations permanentes / Carte de base pour caler les parcelles cadastrales. La vectorisation des planches cadastrales ainsi que l'accessibilité aux titres met en évidence de nombreux problèmes sur les données (doublon, chevauchement,...). Un travail sur le terrain est ensuite nécessaire.
- **Implication** nécessaire des personnels du ministère tout au long du projet: pour la réingénierie des procédures, pour la recette des données converties, pour la recette des modules du système, pour le transfert de technologie
- Importance de **l'accompagnement au changement** avec la formation, la communication
- Défis de la **maintenance**: avoir une équipe formée, avoir des budget pour maintenance du matériel, pour le fonctionnement des centres (électricité, internet, entretien, personnels)



IGNFI